

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

31 MAI 2012

Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, le Code de taxe sur la valeur ajoutée et l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, afin d'encourager le mécénat

(Déposée par Mme Olga Zrihen
et M. Ahmed Laaouej)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 12 juillet 2007 (doc. Sénat, n° 4-33/1 — SE 2007).

En Belgique, la politique culturelle se caractérise par le rôle essentiel exercé par l'État. Il s'agit d'un héritage de la poussée des idées démocratiques suite à la révolution française. Cette dernière modifia profondément les structures de la société à tous les niveaux : politique, social et culturel.

À cet égard, l'importance de la place prise par l'État provient à la fois d'une volonté d'assurer suffisamment de moyens au secteur culturel pour en assurer le bon financement, mais aussi de garantir la plus grande diversité culturelle ainsi qu'un accès de l'ensemble de la population à ces activités.

Cependant, l'État ne peut être le seul acteur à soutenir le secteur culturel, pour des raisons budgétaires essentiellement.

Les milieux économiques en général et les entreprises en particulier ont également un rôle à jouer. On attend aujourd'hui des entreprises qu'elles s'inscrivent dans leur époque, dans leur environnement global, que

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2011-2012

31 MEI 2012

Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde en het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, teneinde het mecenaat aan te moedigen

(Ingediend door mevrouw Olga Zrihen
en de heer Ahmed Laaouej)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 12 juli 2007 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-33/1 — BZ 2007).

In België speelt de Staat een wezenlijke rol in het cultuurbeleid. Dat is een erfenis van de verspreiding van de democratische ideeën na de Franse revolutie. Daardoor werden de maatschappelijk structuren op alle vlakken ingrijpend gewijzigd, zowel op politiek, sociaal als cultureel vlak.

De rol van de Staat is zo groot omdat hij de culturele sector voldoende middelen voor een goede werking wenst te verlenen, maar ook wil zorgen voor een grote culturele diversiteit en activiteiten die toegankelijk zijn voor iedereen.

Om voornamelijk budgettaire redenen kan de Staat echter niet als enige de culturele sector ondersteunen.

De economische wereld in het algemeen en de bedrijven in het bijzonder vervullen eveneens een belangrijke rol. Bedrijven moeten aansluiten bij de tijd en de omgeving waarin zij opereren, zowel op

ce soit au plan social, environnemental, humanitaire ou culturel. Cette attente ne saurait se réduire à la seule création de richesse économique ou financière. Une entreprise moderne ne peut vivre en autarcie. Elle se doit de prendre une part active à la vie de la société dans laquelle elle s'inscrit.

Au niveau de la Communauté française, les États généraux de la Culture ont dégagé des priorités pour la refondation d'une nouvelle politique culturelle. Une de ces priorités est le refinancement de la culture, notamment par des moyens alternatifs.

Dans ce cadre, le mécénat constitue indéniablement une des pistes intéressantes à approfondir, puisqu'elle tend à impliquer davantage le secteur privé dans le soutien à la création et à la diversité culturelle.

Pour ce faire, il convient non seulement d'accroître l'attractivité du système mais également de prévoir une nouvelle catégorie de bénéficiaires de ce mode de financement alternatif que constitue le mécénat : les artistes. Dans la mesure où « l'artiste » n'est nulle part défini, on privilégiera une approche articulée autour de l'activité ou du projet artistique mené. Tel est d'ailleurs l'objectif de la présente proposition de loi dans le secteur culturel : soutenir la création. Il appartiendra au Roi de définir les modalités d'agrément de ces projets.

En aucune façon, il ne s'agit de remplacer le financement public de la culture par des moyens issus du secteur privé : il s'agit plutôt de le compléter. La culture a des missions d'intérêt général et ne constitue pas une simple industrie du divertissement. Les pouvoirs publics sont garants de la diversité et du pluralisme qui en font la richesse, participent de l'émancipation des individus et sont facteurs de lien social.

La recherche constitue indéniablement un autre secteur pour lequel les besoins sont criants. Alors que l'objectif européen est d'atteindre, en 2010, un investissement public dans la recherche de 1 % du PIB, les crédits totaux du secteur public s'élèvent actuellement à 0,58 % du PIB.

Quant au secteur privé, il est prévu que son investissement atteigne à l'horizon 2010 2 % du PIB.

Par la modification du système actuel de mécénat, il s'agit d'une part, de renforcer l'attractivité du système, et donc d'encourager le secteur privé à investir davantage dans des projets à dimension sociétale, et d'autre part, de reconnaître par un traitement fiscal adéquat la volonté des entreprises d'être impliquées dans de telles initiatives.

Or, à cet égard, une grande confusion règne actuellement dans le monde des entreprises entre deux types de dépenses : le mécénat et le sponsoring.

maatschappelijk, humanitair en cultureel vlak als op het vlak van milieu. Van hen wordt niet uitsluitend verwacht dat zij economische en financiële rijkdom verwerven. Een moderne onderneming kan niet in een ivoren toren leven. Ze moet actief deelnemen aan het maatschappelijk leven waarin zij bestaat.

In de Franstalige Gemeenschap heeft de Staten-generaal voor de Cultuur prioriteiten vastgelegd waarop het nieuwe politieke beleid moet worden gestoeld. Een van die prioriteiten is de herfinanciering van cultuur, met name met alternatieve middelen.

Het mecenaat is in dat verband onmiskenbaar een interessante denkpiste omdat de particuliere sector meer wordt betrokken bij de steun aan culturele diversiteit en creatie.

Het systeem moet niet alleen aantrekkelijker worden maar er moet ook een nieuwe categorie begunstigen van alternatieve financiering worden ingevoerd : de kunstenaars. Aangezien « de kunstenaar » nergens wordt gedefinieerd, zal de voorkeur worden gegeven aan een welbepaalde aanpak in verband met bepaalde artistieke activiteiten of projecten. Dat is de doelstelling van onderhavig wetsvoorstel in de culturele sector : de creativiteit ondersteunen. De Koning zal de nadere regels voor de erkenning van deze projecten bepalen.

Het is geenszins de bedoeling de financiering van cultuur door de overheid te vervangen door financiering uit de particuliere sector : het betreft veeleer een aanvulling. Cultuur heeft opdrachten van algemeen belang en is niet zomaar een amusementsindustrie. De overheid staat garant voor een rijkdom aan diversiteit en pluralisme, werkt mee aan de emancipatie van individuen en is een factor van sociale binding.

Ook voor onderzoek is de behoefte aan financiering erg hoog. Momenteel wordt 0,58 % van het BBP door de overheid geïnvesteerd in onderzoek, terwijl de Europese doelstelling is in 2010 tot 1 % van het BBP te komen.

Het is de bedoeling dat de particuliere sector tegen 2010 2 % van het BBP investeert.

De wijziging van het huidige stelsel voor het mecenaat moet het systeem aantrekkelijker maken en dus de particuliere sector aanzetten tot meer investeringen in maatschappelijke projecten, maar moet ook het engagement van bedrijven in dergelijke initiatieven erkennen via een gunstige fiscale behandeling.

Er bestaat bij de bedrijven op dat vlak echter veel verwarring tussen mecenaat en sponsoring.

Une enquête révèle ainsi que 55 % des personnes interrogées qualifient de « sponsoring » les dépenses engagées (1).

Pourtant, tant au niveau des concepts, que du traitement fiscal y afférent, le sponsoring et le mécénat sont deux notions radicalement différentes.

Ainsi,

Le sponsoring, appelé parfois « parrainage », est une forme de contrat « par lequel le « sponsor » s'engage à fournir au « sponsee » une aide matérielle (sous forme de produits ou de services) ou à lui payer une certaine somme à l'occasion d'une activité du « sponsee » au cours de laquelle le « sponsor » pourra faire de la publicité sur des espaces (et pendant des périodes) déterminés (2) ». Le sponsoring relève donc d'un acte impliquant une relation réciproque, contractualisée, ainsi qu'un bénéfice direct pour les deux partenaires.

Le mécénat peut lui être défini comme un « appui financier ou matériel fourni, en dehors de toute obligation contractuelle ou même unilatéralement, par un « donateur » ou « mécène » à une autre personne qui en bénéficie (...). Le mécène n'attend pas une publicité en sa faveur; il requiert même parfois l'anonymat (3) ». Il n'y a donc pas de contrepartie directe à l'intervention du donateur. Ce caractère unilatéral distingue le mécénat du sponsoring. Cependant, si le mécénat est considéré, dans son acception première, comme une action généreuse et désintéressée, il n'est néanmoins pas dépourvu d'avantages pour le mécène. Une telle action se traduit généralement par un allègement fiscal ainsi que par une valorisation du mécène en termes d'image et de réputation. De plus, rien n'empêche un bénéficiaire, sur base volontaire et unilatérale, de remercier un mécène pour son action.

Cependant la distinction entre sponsoring et mécénat, si elle peut s'avérer délicate à réaliser, est néanmoins fondamentale. En effet, selon qu'il s'agisse d'une dépense de mécénat ou de sponsoring, le traitement fiscal des sommes allouées ne se fera pas de la même manière.

Au niveau fiscal, le sponsoring peut être considéré comme un frais professionnel. En effet, de telles dépenses sont inhérentes à l'activité économique de l'entreprise. Elles sont donc déductibles, pour peu qu'elles remplissent trois conditions :

— qu'elles soient supportées pendant la période imposable;

(1) « Fiscalité du mécénat » — Séminaire-rencontre. Bruxelles, 24 septembre 2002, Allen et Overy.

(2) De Visscher, « Le « sponsorship » ou « parrainage » : quelques problèmes particuliers relatifs aux droits intellectuels ou posés par le droit européen », *DAOR*, 1986-87, p. 329.

(3) *Ibidem*.

Uit een enquête blijkt dat 55 % van de onderzochten de uitgaven als « sponsoring » benoemen (1).

Sponsoring en mecenaat zijn echter twee totaal verschillende zaken, zowel qua concept als qua fiscale gevolgen.

Immers :

Sponsoring, ook wel « peterschap » genoemd, is een vorm van overeenkomst waarbij de sponsor zich ertoe verbindt de gesponsorde materiële hulp (in de vorm van producten of diensten) of een geldsom te geven naar aanleiding van een activiteit van de gesponsorde tijdens welke de sponsor reclame kan maken op welbepaalde plaatsen (en gedurende een welbepaalde periode) (2). Sponsoring veronderstelt dus een wederkerige, contractueel vastgelegde relatie met voor beide partners een rechtstreeks voordeel.

Het mecenaat houdt in dat financiële of materiële steun wordt verleend buiten een contractuele verplichting of zelfs unilateraal door een « donor » of « mecenas » aan een andere persoon die daar voordeel uit haalt. De mecenas verwacht geen reclame voor zichzelf, hij wenst soms zelf anoniem te blijven (3). Er wordt dus geen rechtstreekse tegenprestatie geleverd voor de donor. Dat unilaterale karakter onderscheidt mecenaat van sponsoring. Het mecenaat is dus in eerste instantie een gulle en onbaatzuchtige actie, die de mecenas evenwel een voordeel kan opleveren. Meestal is dat voordeel in de vorm van minder belastingen en een opgevaardigd imago en reputatie van de mecenas. Bovendien weerhoudt niets de begunstigde ervan op vrijwillige basis de mecenas te bedanken voor zijn bijdrage.

Ook al is het onderscheid tussen mecenaat en sponsoring niet altijd makkelijk, toch is het verschil fundamenteel. De fiscale behandeling van het geld dat wordt uitgegeven in het kader van een mecenaat verschilt van die van sponsorgelden.

Sponsoring kan op fiscaal vlak worden beschouwd als beroepskosten. Dergelijke uitgaven zijn immers eigen aan de economische activiteit van de onderneming. Ze zijn dus aftrekbaar als ze aan drie voorwaarden voldoen :

— ze werden gedaan of gedragen in het belastbare tijdperk;

(1) « Fiscalité du mécénat » — Séminaire-rencontre, Brussel, 24 september 2002, Allen en Overy.

(2) De Visscher, « Le « sponsorship » ou « parrainage » : quelques problèmes particuliers relatifs aux droits intellectuels ou posés par le droit européen », *DAOR*, 1986-87, blz. 329.

(3) *Ibidem*.

— qu'elles soient justifiées aux moyens de documents probants;

— qu'elles aient été réalisées en vue de maintenir ou d'obtenir un revenu imposable.

En ce qui concerne le mécénat, et sur le plan théorique, les dépenses de mécénat sont considérées comme des libéralités. À ce titre, elles sont déductibles des revenus nets dans le respect des conditions suivantes :

— le donateur doit être assujetti à l'impôt des personnes physiques ou l'impôt des sociétés;

— la libéralité doit être faite en argent, en aucune façon sous forme matérielle;

— elle doit atteindre minimum 40 euros;

— la libéralité doit être versée à une institution nominativement désignée par la loi ou agréée par le Roi.

Pour les particuliers, ces libéralités sont déductibles à hauteur de 10 % de l'ensemble des revenus nets. En outre, la déduction est plafonnée à 250 000 euros. Ce plafond fait l'objet d'une indexation annuelle.

À l'égard des entreprises, la déduction est limitée à 5 % des revenus nets et à 500 000 euros au total, sans indexation.

En Europe, de nombreux pays ont déjà pris un certain nombre d'initiatives en matière d'encouragement du mécénat. En France, la loi du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, améliore le régime fiscal du mécénat et le statut des fondations. L'Espagne a instauré un système de crédit d'impôts pouvant aller jusque 40 % pour les dons à l'égard des programmes définis comme prioritaires par la loi de finances annuelles. L'Italie et l'Irlande ont elles aussi assoupli leur législation en matière de mécénat. En 2001, cette dernière a totalement supprimé les plafonds existant en matière de déductibilité des libéralités, faites par des personnes physiques ou des sociétés, à l'égard des institutions agréées actives dans le domaine de la culture et de l'art.

Chez nous, plusieurs enquêtes réalisées au sein du monde des entreprises belges révèlent la nécessité de renforcer le caractère incitatif du mécénat.

Ainsi, selon une étude Ipsos, réalisée à la demande de la Fondation Fortis Belgium, sept responsables d'entreprise sur dix considèrent qu'un encouragement fiscal plus favorable inciterait plus d'entreprises à investir dans le mécénat (1). Par ailleurs, la même enquête révèle que 33 % des entreprises interrogées

— ze worden verantwoord door middel van bewijsstukken;

— ze worden gedaan of gedragen om belastbare inkomsten te verkrijgen.

Het mecenaat, en theoretisch gezien uitgaven in het kader van het mecenaat, worden beschouwd als giften. Zij zijn dan ook aftrekbaar van de netto-inkomsten onder de volgende voorwaarden :

— de schenker moet onderworpen zijn aan de personen- of de vennootschapsbelasting;

— de gift moet gedaan worden in geld, in geen geval in materiële vorm;

— de gift moet ten minste 40 euro bedragen;

— de gift moet gestort worden aan een instelling die met naam wordt genoemd in de wet of erkend is door de Koning.

Voor particulieren zijn deze giften aftrekbaar ten belope van 10 % van de netto-inkomsten. De aftrekbaarheid is trouwens beperkt tot 250 000 euro. Dit plafond wordt jaarlijks geïndexeerd.

Voor bedrijven is de aftrek beperkt tot 5 % van de inkomsten en 500 000 euro, niet geïndexeerd.

Heel wat Europese landen hebben reeds initiatieven genomen om het mecenaat aan te moedigen. In Frankrijk verbetert de wet van 1 augustus 2003 betreffende het mecenaat, verenigingen en stichtingen, het fiscale stelsel van het mecenaat en het statuut van stichtingen. Spanje heeft een systeem van belastingkrediet ingesteld, dat tot 40 % kan bedragen voor schenkingen aan programma's die door de jaarlijkse financiewet als prioritair worden beschouwd. Ook Italië en Ierland hebben hun wetgeving inzake mecenaat versoepeld. Zo heeft Ierland in 2001 de bestaande maxima afgeschaft voor aftrek van giften door natuurlijke personen of ondernemingen aan erkende instellingen die actief zijn in de kunst- en cultuursector.

Bij ons blijkt uit verschillende studies binnen de Belgische bedrijfswereld dat het stimulerende karakter van het mecenaat moet worden versterkt.

Zo blijkt uit een studie die Ipsos op vraag van de Fortis Foundation Belgium heeft uitgevoerd, dat zeven op tien bedrijfsleiders menen dat een fiscale aanmoediging meer bedrijven ertoe zou aanzetten te investeren in mecenaat (1). Uit dezelfde studie blijkt trouwens dat een derde van de ondervraagde bedrijven

(1) « Image du mécénat auprès des entreprises », Ipsos, janvier 2006, étude réalisée à la demande de la Fondation Fortis Belgium, p. 25.

(1) « Imago van het mecenaat bij bedrijven », Ipsos, januari 2006, studie uitgevoerd op vraag van de Fortis Foundation Belgium, blz. 25.

ont considéré que le plafond de 500 000 euros avait empêché des dépenses de mécénat.

Enfin, le pourcentage du chiffre d'affaires d'une entreprise consacré au mécénat varie entre 0 et 1 % du chiffre d'affaires (1).

Dans le système actuel, les domaines d'intervention du mécénat sont nombreux. Le dispositif qui permet la déductibilité à concurrence d'un certain montant des libéralités faites par les entreprises ou les particuliers concerne en effet toute une série d'associations qui remplissent des missions d'intérêt général. Celles-ci sont énumérées par l'article 104 du CIR 1992 (Code des impôts sur les revenus 1992).

Pour l'heure, et sans préjuger d'une extension du champ d'application des mesures envisagées, en fonction du succès rencontré, il est proposé de limiter certaines des mesures à deux secteurs, compte tenu des besoins criants qu'ils rencontrent : la culture et la recherche. À cette fin, nous proposons d'augmenter le plafond de la déductibilité des libéralités faites aux associations visées par les articles suivants :

- article 104, 3^o, d), 104, 5^o;
- article 104, 3^o, a) et b).

Afin d'envoyer un signal fort au secteur du mécénat, le montant de la déductibilité faite à ces associations passera de 500 000 euros à 1 000 000 euros. Afin de faciliter le développement du mécénat de proximité par les PME, le pourcentage de la déductibilité passera de 5 % à 10 %.

La déductibilité s'appliquera à tous les types de libéralités, et non plus seulement aux libéralités faites en argent.

Pour permettre de distinguer l'opération de mécénat de celles du sponsoring et du don, il est également prévu que la dépense de mécénat pourra faire l'objet d'un retour ne pouvant dépasser 25 % du montant investi.

Dans la mesure où la présente proposition de loi prévoit une extension aux libéralités faites en nature, il conviendrait également de régler le régime TVA applicable à ce genre de prestation pour éviter de perdre d'un côté ce qu'on a gagné de l'autre.

Pour l'article 104, 8^o, CIR 1992, qui concerne la déductibilité des dépenses exposées par les propriétaires d'immeubles bâtis en vue de leur entretien et de leur restauration pour autant qu'ils soient accessibles au public, il est proposé de supprimer le plafond de 25 000 euros. Dans la mesure où cette disposition concerne la protection du patrimoine, il y a lieu de la considérer comme faisant partie du secteur culturel au sens large.

oordelen dat het plafond van 500 000 euro een hinderpaal vormt voor mecenaatsuitgaven.

Ten slotte wordt tussen 0 en 1 % van de omzet aangewend in het kader van mecenaat (1).

In het huidige systeem is mecenaat mogelijk op tal van domeinen. De bepaling waarmee een bepaald bedrag van giften van particulieren of bedrijven aftrekbaar wordt gemaakt heeft immers betrekking op een hele reeks verenigingen met opdrachten van algemeen belang. Zij worden opgesomd in artikel 104 van het WIB 1992 (Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992).

Momenteel wordt voorgesteld een aantal maatregelen te beperken tot twee sectoren waar de nood het hoogst is, cultuur en onderzoek, al kan dit worden uitgebreid als de resultaten goed zijn. Wij stellen voor de aftrekbaarheid van giften te verhogen voor de instellingen bedoeld in :

- artikel 104, 3^o, d), 104, 5^o;
- artikel 104, 3^o, a) en b).

Om een krachtig signaal te geven aan de sector van het mecenaat zal de aftrekbaarheid voor deze verenigingen worden opgetrokken van 500 000 naar 1 000 000 euro. Om KMO's ertoe aan te sporen een mecenaat op te nemen in hun eigen omgeving, zal de aftrekbaarheid van 5 % worden verhoogd tot 10 %.

De aftrekbaarheid moet ook gelden voor alle giften en niet langer alleen voor giften in geld.

Om mecenaat duidelijk te onderscheiden van sponsoring en giften, wordt eveneens bepaald dat de return uit mecenaat niet hoger mag liggen dan 25 % van het geïnvesteerde bedrag.

Aangezien dit voorstel ook betrekking heeft op giften in natura moet ook het BTW-stelsel dat hierop van toepassing is, worden herbekeken. Anders bestaat de kans dat wat aan de ene kant wordt uitgespaard, aan de andere kant verloren gaat.

In artikel 104, 8^o, van het WIB 1992 wordt het plafond van 25 000 euro afgeschaft voor uitgaven die de eigenaar van gebouwde onroerende goederen heeft gedaan voor het onderhoud en de restauratie ervan voor zover die goederen voor het publiek toegankelijk zijn. Deze maatregel betreft de bescherming van het patrimonium, dat deel uitmaakt van de culturele sector in brede zin.

(1) « Fiscalité du mécénat ».

(1) « Fiscaliteit van het mecenaat ».

Par ailleurs, en ce qui concerne les institutions culturelles, les conditions d'agrément constituent véritablement un frein au mécénat. Il en est ainsi de l'exigence d'être une personne morale de droit belge qui empêche le mécénat transfrontalier. Une enquête d'opinion démontre qu'alors que 68,75 % des entreprises interrogées sont économiquement actives sur le plan européen, seules 14,2 % de ces mêmes entreprises font du mécénat à rayonnement européen (1).

La longueur de la procédure d'agrément est également problématique. Un des facteurs de ralentissement de cette procédure réside dans le fait que toutes les associations doivent être agréées dans un seul arrêté royal. Dès lors, si une association ne réunit pas les conditions d'obtention de l'agrément, l'adoption de l'arrêté royal est bloquée.

Pour pouvoir bénéficier de l'agrément, les associations doivent remplir des conditions particulièrement strictes. Les auteurs proposent d'alléger ces conditions. Les associations ne devront plus exercer directement et exclusivement leurs activités dans le domaine de la diffusion de la culture.

Enfin, l'exigence d'être une institution subventionnée par l'État ou les communautés, au-delà de l'effet pervers qu'entraîne cette condition, est inadéquate. La simple reconnaissance de ces institutions par l'État ou les communautés devrait suffire.

Pour conclure, il y a lieu d'insister sur un autre intérêt de la présente proposition qui est d'impliquer davantage l'État fédéral dans le développement culturel et celui de la recherche scientifique, grâce aux leviers essentiels dont il dispose, à savoir la fiscalité.

Cette proposition constitue l'illustration, si besoin en est, de la nécessité de renforcer les synergies entre les différents niveaux de pouvoir.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article contient la disposition d'usage relative au fondement constitutionnel de compétence.

Article 2

Pour de nombreuses institutions culturelles ou de recherche scientifique, posséder des immeubles s'apparente le plus souvent à une charge en raison des pesanteurs fiscales qui grèvent ce type de biens qu'il s'agisse du revenu cadastral ou du précompte mobilier.

(1) « Fiscalité du mécénat ».

Voor culturele instellingen vormen de erkenningsvoorwaarden een grote hinderpaal voor het mecenaat. Dat geldt bijvoorbeeld voor de voorwaarde een Belgische rechtspersoon te zijn, waardoor grensoverschrijdend mecenaat wordt gehinderd. Uit een opiniepeiling blijkt dat 68,75 % van de ondervraagde bedrijven economische activiteiten uitoefent op Europees vlak, maar dat slechts 14,2 % van deze bedrijven op Europees niveau aan mecenaat doen (1).

Ook de duur van de erkenningsprocedure is een probleem. Een van de oorzaken van de vertraging in deze procedure is dat alle verenigingen in een enkel koninklijk besluit moeten worden erkend. Als een vereniging dus niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, wordt het koninklijk besluit geblokkeerd.

Om erkend te kunnen worden moeten verenigingen voldoen aan bijzonder strenge voorwaarden. De indieners wensen deze voorwaarden te versoepelen. De verenigingen hoeven niet langer rechtstreeks en uitsluitend actief te zijn in het domein van de cultuurverspreiding.

Ten slotte leidt de vereiste dat een instelling moet worden gesubsidieerd door de Staat of door de gemeenschappen niet alleen tot ongewilde neveneffecten, maar is zij bovendien inadequaat. Het moet volstaan dat de instellingen worden erkend door de Staat of door de gemeenschappen.

Wij benadrukken ten slotte ook nog dat dit voorstel de federale Staat meer wenst te betrekken in de ontwikkeling van cultuur en wetenschappelijk onderzoek, door de belangrijke hefboom waar de Staat over beschikt, namelijk de fiscaliteit.

Dit voorstel toont aan, voor zover dat nog nodig is, dat de synergieën tussen de verschillende overheden moeten worden versterkt.

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Dit artikel bevat de gebruikelijke bepaling betreffende de grondwettelijke bevoegdheidsgrond.

Artikel 2

Voor vele culturele instellingen of instellingen voor wetenschappelijk onderzoek is het bezit van gebouwen vaak een last wegens de fiscale beslommingen (kadastraal inkomen, onroerende voorheffing).

(1) « Fiscaliteit van het mecenaat ».

Pour permettre à ces institutions d'exercer leurs activités avec moins de contraintes financières, il serait opportun de prévoir une immunisation du revenu cadastral quand les immeubles ont une destination culturelle et de recherche scientifique.

Il convient d'appliquer aux immeubles destinés à la culture le régime fiscal applicable en matière de revenu cadastral et de précompte immobilier, aux immeubles affectés au culte, à l'enseignement ou à des œuvres de bienfaisance. Les articles 12, § 1^{er}, et 253 traitent respectivement de l'exonération du revenu cadastral et de l'immunisation du précompte immobilier.

Dans la mesure où l'article 253 du CIR 1992 renvoie directement à l'article 12, § 1^{er}, du même Code, seule une modification de ce dernier est nécessaire.

Articles 3 et 5

Actuellement, et pour autant qu'ils ne constituent pas la contrepartie d'un travail presté, les prix et subsides octroyés par des administrations aux artistes sont considérés comme des revenus divers, soumis à un taux de 16,5 %. Par contre, ceux émanant des particuliers sont exonérés.

Au-delà du fait que cette différence de traitement n'est pas justifiée, dans la mesure où les prix ou les subsides, comme des bourses à la création, pourront dorénavant être déduites des revenus imposables selon les modalités à définir par le Roi, il est opportun de prévoir une exonération de ces revenus dans le chef de leurs bénéficiaires.

À cette fin, il convient dans un premier temps de modifier l'article 171, 4^o, c), du CIR 1992 en supprimant la référence aux prix et subsides et de modifier ensuite l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du CIR 1992 en y ajoutant un 22^o.

Article 4A

Cet article vise à insérer une catégorie nouvelle de bénéficiaires des dépenses de mécénat dans l'article 104, 3^o, d), du CIR 1992. Il s'agit des artistes. En effet, à côté des institutions culturelles, il convient d'encourager également le soutien à la création d'artistes qui ne dépendent pas de ces institutions mais qui contribuent incontestablement à la diversité culturelle.

La difficulté réside dans le fait que la notion « d'artiste » n'est nulle part définie. Pour pallier cet inconvénient, il est proposé de la définir à travers la notion de projet artistique.

Om deze instellingen zo weinig mogelijk financiële hindernissen op te leggen is het raadzaam het kadastraal inkomen te immuniseren als de gebouwen een culturele bestemming hebben en bedoeld zijn voor wetenschappelijk onderzoek.

Voor cultuur bestemde gebouwen moeten dezelfde fiscale regeling inzake kadastraal inkomen en onroerende voorheffing krijgen als gebouwen bestemd voor de eredienst, het onderwijs of de weldadigheid. De artikelen 12, § 1, en 253 hebben respectievelijk betrekking op de vrijstelling van het kadastraal inkomen en de onroerende voorheffing.

Aangezien artikel 253 van het WIB 1992 rechtstreeks verwijst naar artikel 12, § 1, van hetzelfde Wetboek, moet alleen dat laatste worden gewijzigd.

Artikelen 3 en 5

Momenteel worden prijzen en subsidies van overheden aan artiesten beschouwd als diverse inkomsten (aangezien zij geen tegenprestatie voor geleverde arbeid zijn) en worden zij belast aan 16,5 %. Prijzen en subsidies van particulieren zijn echter vrijgesteld.

Deze verschillende behandeling is niet gerechtvaardigd, aangezien prijzen en subsidies voortaan kunnen worden afgetrokken van het belastbaar inkomen volgens door de Koning vast te stellen nadere voorwaarden, maar bovendien moeten de begunstigten voor deze inkomsten worden vrijgesteld.

Daartoe moet artikel 171, 4^o, c), van het WIB 1992 worden gewijzigd door de verwijzing naar prijzen en subsidies te schrappen en vervolgens een 22^o worden toegevoegd aan artikel 38, § 1, eerste lid, van hetzelfde wetboek.

Artikel 4A

Dit artikel strekt ertoe een nieuwe groep begunstigten van het mecenaat toe te voegen in artikel 104, 3^o, d) van het WIB 1992. Het betreft de kunstenaars. Niet alleen culturele instellingen maar ook kunstenaars die niet van die instellingen afhangen maar onmiskenbaar bijdragen aan de culturele diversiteit, moeten immers worden gesteund.

Het probleem is dat het begrip « kunstenaar » nergens wordt gedefinieerd. Daarom wordt voorgesteld te werken vanuit het begrip « artistiek project ».

Dans la mesure où la présente proposition vise précisément à encourager et soutenir la création artistique, cette référence à la notion de « projet artistique » est pertinente.

Il appartiendra au Roi, à l'instar du dispositif existant en matière de *tax Shelter*, de définir les modalités d'agrément de ces projets

Article 4B

Seules les libéralités faites en argent sont déductibles. Il conviendrait d'étendre cette déductibilité aux libéralités faites en nature comme la mise à disposition de biens, de matériaux, de produits ou de locaux. Cette extension serait limitée aux institutions, organismes et personnes visés à l'article 104, 3^o, *a*), *b*) et *d*) du CIR 1992, à savoir les universités ou les centres universitaires belges, les établissements assimilés aux universités en vertu des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, les académies royales, le Fonds national de la recherche scientifique, ainsi que les institutions de recherche scientifique agréées, à l'exception des institutions qui sont directement liées à des partis ou à des listes politiques. Les institutions culturelles dont la zone d'influence s'étend à l'une des communautés ou au pays tout entier et qui sont agréées par le Roi sont également visées.

Article 4C

En vertu de l'article 104, 8^o, du CIR 1992, le propriétaire d'immeubles bâtis, de parties d'immeubles bâtis ou de sites, non donnés en location, qui sont classés conformément à la législation sur la conservation des monuments et sites et qui sont accessibles au public, peut déduire de l'ensemble de ses revenus nets, certaines dépenses qu'il a exposées pour l'entretien et la restauration de ces biens.

Aucun minimum de dépenses n'est requis en la matière, mais on ne peut déduire que la moitié des dépenses engagées, avec un maximum de 31 960 euros (montant de base 25 000 euros), de la partie des dépenses (TVA comprise) non couvertes par des subsides, qui ont été effectivement payées pendant la période imposable.

Cet article vise à modifier l'article 104, 8^o, du CIR 1992 afin de supprimer le plafond maximum de la déductibilité des dépenses faites par les propriétaires des immeubles bâtis en vue de leur rénovation ou de leur conservation.

Aangezien dit voorstel precies de artistieke creatie wenst aan te moedigen en te ondersteunen, is deze verwijzing naar het begrip « artistiek project » pertinent.

De Koning zal de nadere bepalingen voor de erkenning van deze projecten vastleggen, naar het voorbeeld van de *tax Shelter*.

Artikel 4B

Enkel giften in geld zijn aftrekbaar. Deze aftrekbaarheid moet worden uitgebreid tot giften in natura, zoals de terbeschikkingstelling van goederen, materiaal, producten of lokalen. Deze uitbreiding zou worden beperkt tot de instellingen, organen en personen bedoeld in artikel 104, 3^o, *a*), *b*) en *d*) van het WIB 1992, namelijk Belgische universiteiten of universitaire centra, instellingen die met universiteiten zijn gelijkgesteld krachtens de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, koninklijke academiën, het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, en erkende instellingen voor wetenschappelijk onderzoek uitgezonderd de instellingen die rechtstreeks verbonden zijn met een politieke partij of lijst. Ook culturele instellingen waarvan het invloedsgebied één van de gemeenschappen of het gehele land bestrijkt en die door de Koning erkend zijn, worden bedoeld.

Artikel 4C

Krachtens artikel 104, 8^o, van het WIB 1992 kan de eigenaar van niet-verhuurde gebouwde onroerende goederen, delen van gebouwde onroerende goederen of landschappen die beschermd zijn overeenkomstig de wetgeving op het behoud van Monumenten en Landschappen, bepaalde uitgaven die hij heeft gedaan voor het onderhoud en de restauratie ervan, van zijn netto-inkomsten aftrekken.

Er wordt geen minimum vooropgesteld voor de uitgaven; zij mogen echter wel slechts voor de helft worden afgetrokken, met een maximum van 31 960 euro (basisbedrag 25 000 euro) van het niet door subsidies gedekte gedeelte (BTW inbegrepen) van de uitgaven die effectief zijn betaald tijdens het belastbare tijdperk.

Dit artikel strekt ertoe artikel 104, 8^o, van het WIB 1992 te wijzigen om dat maximum te schrappen wat betreft de uitgaven die eigenaars van gebouwde onroerende goederen doen voor renovatie of bescherming.

Article 6 (alinéa 2 nouveau proposé)

Actuellement, deux plafonds limitent la possibilité de déductibilité, selon que le donateur est une personne physique ou morale.

En ce qui concerne les personnes physiques, l'article 109 CIR 1992 dispose que la déductibilité est limitée à 10 % de l'ensemble des revenus et ne peut excéder 250.000 euros.

En ce qui concerne les personnes morales, l'article 200 CIR 1992 prévoit que la déductibilité est limitée à 5 % du résultat fiscal avec un plafond absolu de 500 000 euros.

Or, on constate que certaines institutions peuvent aller bien au-delà de ce plafond. De plus, la différence entre les deux plafonds est devenue infime, compte tenu du fait que le plafond applicable aux personnes physiques a fait l'objet d'une indexation alors que le plafond applicable aux personnes morales n'a jamais bénéficié d'une indexation. Or, il est évident que les montants à investir par les entreprises ou les particuliers ne sont pas du tout du même ordre.

L'objet de la présente modification est d'augmenter pour certaines des libéralités visées à l'article 104 du CIR 1992 le plafond applicable aux personnes morales actuellement prévu à l'article 200 du CIR 1992 de 500 000 euros à 1 000 000 euros.

Ce nouveau plafond de 1 000 000 euros traduit la volonté des auteurs d'envoyer un signal fort au monde du mécénat. Sur le plan budgétaire, l'impact de ce nouveau plafond doit être relativisé dans la mesure où le nombre d'entreprises qui pourront en bénéficier reste marginal.

La limitation en terme de pourcentage passe de 5 % à 10 %. Cette modification est un signal envoyé principalement en direction des PME qui sont davantage concernées par une modification du taux que par une modification de seuil. Ces dernières constituent en effet un point important pour développer le mécénat de proximité.

Un deuxième alinéa sera donc ajouté à l'article 200 du CIR 1992 mentionnant ce nouveau montant et ce nouveau pourcentage pour les libéralités faites aux institutions et personnes visées aux articles 104, 3^o, a), b), d) et 104, 5^o.

Article 6 (alinéa 3 nouveau proposé)

Bien que l'intervention du mécène exclut en principe toute contrepartie, la dépense de mécénat étant une action généreuse et désintéressée, cette intervention peut parfois ne pas être dépourvue d'avantage pour le mécène : elle peut en effet se traduire par une valorisation du mécène en terme d'image et de réputation.

Artikel 6 (voorgesteld nieuw tweede lid)

Momenteel zijn er twee plafonds voor de aftrekbaarheid, naargelang de donor een natuurlijke persoon dan wel een rechtspersoon is.

Voor de natuurlijke personen beperkt artikel 109 WIB 1992 de aftrekbaarheid tot 10 % van het totale netto-inkomen en tot maximum 250.000 euro.

Voor rechtspersonen beperkt artikel 200 WIB 1992 de aftrekbaarheid tot 5 % en tot maximum 500 000 euro.

Bepaalde instellingen kunnen dit maximum echter overschrijden. Bovendien is het verschil tussen beide plafonds almaar kleiner geworden omdat het maximum voor natuurlijke personen wel geïndexeerd werd en dat voor rechtspersonen niet. Het spreekt echter vanzelf dat ondernemingen en particulieren totaal andere bedragen ter beschikking hebben om te investeren.

Deze wijziging strekt ertoe voor bepaalde in artikel 104 WIB 1992 bedoelde giften het plafond voor rechtspersonen, bepaald in artikel 200 WIB 1992, op te trekken van 500 000 tot 1 000 000 euro.

Dit nieuwe maximum van 1 000 000 euro toont aan dat de indieners een sterke boodschap hebben voor de wereld van het mecenaat. Op het budgettaire vlak zal dit nieuwe maximum geen verstrekkende gevolgen hebben aangezien er slechts een beperkt aantal bedrijven gebruik van zal kunnen maken.

Het percentage wordt opgetrokken van 5 tot 10 %. Deze boodschap is voornamelijk gericht aan KMO's, die meer baat hebben bij een wijziging van het percentage dan bij een wijziging van het maximum. Zij spelen immers een hoofdrol in de ontwikkeling van mecenaat in hun nabijheid.

Een nieuw tweede lid wordt toegevoegd aan artikel 200, waarin het nieuwe bedrag en het nieuwe percentage voor de giften aan instellingen en personen bedoeld in artikel 104, 3^o, a), b) en d) en artikel 104, 5^o, wordt vermeld.

Artikel 6 (voorgesteld nieuw derde lid)

Voor de bijdrage van een mecenas wordt in principe geen wederdienst geleverd, het is een gulle en onbaatzuchtige daad. Toch kan de mecenas er wel voordeel uit halen in termen van imago en reputatie.

L'objet de la présente modification est de rencontrer cette réalité en permettant au mécène de pouvoir obtenir un retour sans pour autant que l'opération soit considérée par l'administration fiscale comme du sponsoring.

Ce principe du retour permet de distinguer finalement les trois opérations que sont le sponsoring, le mécénat et le don.

Pour reprendre la classification des contrats propre au droit romain, on peut dire que le don est un contrat unilatéral dans la mesure où il ne crée d'engagement que dans le chef d'une partie, le donateur. Le sponsoring est un contrat synallagmatique parfait dans la mesure où il crée dès le départ des engagements dans le chef des deux parties contractantes, le sponsor et le *sponsee*. Le mécénat est quant à lui un contrat synallagmatique imparfait dans la mesure où il est conçu au départ pour ne faire naître d'engagements que dans le chef d'une seule partie (le mécène), mais il se peut que par la suite naissent des engagements dans le chef de l'autre partie.

La modification proposée s'inspire de la législation française qui autorise un retour ne dépassant pas 25 % du montant investi pour qu'une dépense soit considérée comme du mécénat.

Concrètement, une entreprise qui soutient une exposition pour 10 000 euros pourrait avoir 2 500 euros de retours en logos, nocturnes, préachats de catalogues, etc.

Article 6 (alinéa 4 nouveau proposé)

L'article 200 du CIR 1992 limite actuellement la déduction des libéralités à 5 % du bénéfice de la période imposable et à 500 000 euros.

Cette limitation pose problème pour de nombreux projets culturels, dont la réalisation est étalée dans le temps mais qui nécessitent une mobilisation importante de capitaux dans les premières phases de leur conception ou de leur développement.

En effet, pour ce type de projets, tout droit à déduction sera définitivement perdu pour les sommes qui excèdent les plafonds de l'article 200 CIR 1992 pour un exercice donné, alors qu'un financement étalé aurait dans de nombreux cas ouvert un droit à une déduction pour le montant total.

De nombreuses entreprises hésitent dès lors à financer ce type de projets.

La présente modification vise donc à permettre un report de déduction des dépenses de mécénat visées à l'article 104, 3^o, *a*), *b*) et *d*), du CIR 1992 sur cinq exercices imposables dès lors que l'entreprise dépasse

Deze wijziging strekt ertoe rekening te houden met dit gegeven en de mecenas iets in ruil te laten krijgen zonder dat de fiscus oordeelt dat het om sponsoring gaat.

Via deze return kunnen uiteindelijk drie zaken van elkaar worden onderscheiden : sponsoring, mecenaat en gift.

In de classificatie uit het Romeins recht is een gift een eenzijdig contract omdat slechts één partij, de schenker, een verbintenis aangaat. Sponsoring is dan een volkomen wederkerig contract, omdat het verbintenissen inhoudt voor beide partijen, sponsor en gesponsorde. Het mecenaat is een onvolkomen wederkerig contract omdat slechts één partij (de mecenas) een verbintenis aangaat, maar er vervolgens mogelijk verbintenissen voor de andere partij uit voortvloeien.

De voorgestelde wijziging is ingegeven door de Franse wetgeving die stelt dat de return niet hoger mag liggen dan 25 % van het geïnvesteerde bedrag opdat het nog om mecenaat kan gaan.

Een bedrijf dat 10 000 euro steun geeft voor een tentoonstelling, zou 2 500 euro in return kunnen krijgen als logo's, nocturnes, voorverkoop van catalogi, enz.

Artikel 6 (voorgesteld nieuw vierde lid)

Artikel 200 van het WIB 1992 beperkt thans de aftrekbaarheid van de giften tot 5 % van de winst van de belastbare periode en tot 500 000 euro.

Die beperking doet problemen rijzen voor talrijke culturele projecten die over een langere tijd lopen en een belangrijke kapitaalbreng vereisen in een eerste stadium van de conceptie of de ontwikkeling ervan.

Voor dat soort projecten zal elk recht op aftrek definitief verloren gaan voor de bedragen boven het plafond van artikel 200 WIB 1992 van een bepaald boekjaar, terwijl een gespreide financiering in talrijke gevallen een recht op aftrek voor het totale bedrag zou openen.

Vele bedrijven aarzelen dus om dit soort projecten te financieren.

Deze wijziging strekt ertoe de aftrekbaarheid voor uitgaven voor het mecenaat bedoeld in artikel 104, 3^o, *a*), *b*) en *d*), van het WIB 1992 te spreiden over vijf boekjaren zodra een onderneming voor een boekjaar

pour un exercice les plafonds fixés par l'article 200 CIR 1992.

Article 7

Dans la mesure où la présente proposition de loi prévoit une extension aux libéralités faites en nature, il conviendrait également de régler le régime TVA applicable à ce genre de prestation.

En effet, dans la plupart des cas, la mise à disposition de biens, de matériaux, de produits, de locaux, de compétences, voire de force de travail sera plus souvent le fait d'entreprises. Or, ces entreprises sont assujetties à la TVA et devront payer une taxe selon qu'il s'agit d'une livraison de bien ou d'une prestation de service.

Bien que l'acte de mécénat soit une démarche désintéressée, il paraît nécessaire de prévoir une exonération pour les livraisons de biens ou prestations de services entrant dans le cadre du mécénat.

L'article 44, § 2, du Code de la TVA, qui traite des exemptions, sera donc complété par un 14° afin d'exempter les prestations de services et livraisons de biens réalisées dans le cadre d'une dépense de mécénat.

Article 8A

Les institutions culturelles visées à l'article 104, 3°, du CIR 1992 doivent être agréées par le Roi, reconnues par arrêté royal. Malheureusement, on constate que dans la pratique les conditions d'agrément, contenues à l'article 58, § 1^{er}, de l'arrêté royal d'exécution du CIR 1992, soulèvent un certain nombre de problèmes, qui empêchent finalement la mesure d'être pleinement efficace.

Une des conditions pour qu'une institution culturelle puisse bénéficier de l'agrément, est de posséder la personnalité juridique en vertu du droit belge. Or, cette condition, au-delà du fait qu'elle semble être contraire au droit européen, handicape fortement les entreprises qui souhaitent faire du mécénat transfrontalier.

Il est donc tout simplement proposé de modifier l'article 58 de l'arrêté royal d'exécution du CIR 1992 en n'imposant plus aux institutions culturelles de posséder la personnalité juridique en vertu du droit belge, public ou privé.

Article 8B

Actuellement pour obtenir l'agrément, les associations doivent exercer directement et exclusivement leurs activités dans le domaine de la diffusion. Ce

de plafonds overschrijdt die artikel 200 WIB 1992 vastlegt.

Artikel 7

Aangezien dit voorstel ook betrekking heeft op giften in natura moet ook het BTW-stelsel dat hierop van toepassing is, worden herbekeken.

In de meeste gevallen zullen goederen, materialen, lokalen, bekwaamheden of werkkraft ter beschikking worden gesteld door bedrijven. Deze bedrijven zijn onderworpen aan de BTW en moeten belasting betalen voor hetzij een levering van goederen hetzij een levering van diensten.

Mecenaat is natuurlijk onbaatzuchtig, maar er moet toch worden voorzien in een vrijstelling voor geleverde goederen of diensten.

Artikel 44, § 2, van het BTW-wetboek, dat de vrijstellingen betreft, zal dus worden aangevuld met een 14° om de levering van goederen en diensten in het kader van het mecenaat vrij te stellen.

Artikel 8A

De culturele instellingen bedoeld in artikel 104, 3°, WIB 1992 moeten worden erkend door de Koning bij koninklijk besluit. Jammer genoeg blijken de erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 58, § 1, van het uitvoeringsbesluit tot problemen te leiden waardoor de maatregel niet efficiënt genoeg is.

Opdat een culturele instelling kan worden erkend, moet zij onder meer rechtspersoonlijkheid naar Belgisch recht bezitten. Deze voorwaarde lijkt niet alleen strijdig met het Europees recht, maar hindert bovendien bedrijven die aan grensoverschrijdend mecenaat willen doen.

Er wordt dan ook voorgesteld artikel 58 van het uitvoeringsbesluit te wijzigen opdat culturele instellingen niet langer rechtspersoonlijkheid naar Belgisch publiek- of privaatrecht moeten bezitten.

Artikel 8B

Momenteel moeten verenigingen die erkend willen worden hun activiteit rechtstreeks en uitsluitend verrichten in het domein van de verspreiding van

champ d'application est trop restreint par rapport à la réalité de la vie associative.

De nombreuses associations actives dans le secteur du mécénat ne remplissent pas ces conditions aux yeux de l'administration fiscale qui applique la règle de manière stricte.

Le présent article a donc pour objet d'élargir le champ d'application de cette mesure non seulement à la diffusion mais également à la réalisation et à la promotion de la culture. Le nouveau dispositif n'exige plus que l'exercice de ces activités soit direct et exclusif. Ces activités peuvent désormais s'exercer à titre principal.

Article 8C

Actuellement, une des conditions requises dans le chef d'une institution culturelle pour obtenir l'agrément est de pouvoir bénéficier d'une subvention soit par l'État, soit par une des communautés.

Or, au-delà des effets pervers qu'une telle disposition peut entraîner, il faut bien constater que cette exigence n'est pas appropriée. Il convient de remplacer la nécessité d'être une institution culturelle subventionnée par celle d'être une institution culturelle reconnue par l'État ou les communautés.

À cette fin, l'article 58, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté d'exécution du CIR 1992 doit être modifié pour préciser que les libéralités déductibles sont celles faites en argent aux institutions culturelles reconnues, en raison de leurs activités, par les communautés ou l'État.

Article 8D

En ce qui concerne la procédure d'octroi de l'agrément aux institutions culturelles visées à l'article 104, 3^o, d), du CIR 1992, on constate que la durée de celle-ci est souvent fort longue.

En pratique, la procédure d'agrément dure en moyenne deux ans. Cette procédure pose problème dans la mesure où l'arrêté royal qui agrée les ASBL doit être publié. Or, si l'examen du dossier d'une ASBL pose problème, c'est l'adoption de l'arrêté royal dans son ensemble qui est bloquée.

Il est donc proposé d'imposer au ministre des Finances de ne plus se prononcer de manière globale, mais au cas par cas, par arrêté royal pris individuellement sur chaque demande d'agrément.

cultuur. Deze toepassingsfeer is te eng voor het bestaand verenigingsleven.

Heel wat verenigingen in de sector van het mecenaat voldoen in de ogen van de fiscus strikt genomen niet aan de voorwaarden.

Dit artikel strekt er dus toe de toepassingsfeer van deze maatregel te verruimen tot de realisatie en bevordering van cultuur. De nieuwe bepaling vereist niet langer dat de activiteit rechtstreeks en uitsluitend wordt verricht. De activiteiten mogen voortaan in hoofdzaak worden uitgevoerd.

Artikel 8C

Een andere voorwaarde opdat een culturele instelling kan worden erkend is dat zij subsidies van de Staat of van een van de gemeenschappen moet krijgen.

Deze vereiste heeft niet alleen slechte neveneffecten, maar is ook niet gepast. Zij moet worden vervangen door de vereiste dat de culturele instelling erkend moet zijn door de Staat of door een van de gemeenschappen.

Artikel 58, § 1, 4^o, van het uitvoeringsbesluit moet in die zin worden gewijzigd.

Artikel 8D

Het duurt vaak te lang voordat de culturele instellingen bedoeld in artikel 104, 3^o, d), WIB 1992 worden erkend.

In de praktijk duurt de erkenningsprocedure gemiddeld twee jaar. Het probleem is dat een koninklijk besluit moet verschijnen waarin de VZW's worden erkend. Als er een probleem rijst in het dossier van een VZW, wordt het gehele koninklijk besluit geblokkeerd.

Dit artikel strekt ertoe dat de minister van Financiën niet langer een algemene uitspraak moet doen, maar elke erkenningsaanvraag geval per geval in aparte koninklijke besluiten behandelt.

Article 9

Cet article règle la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Olga ZRIHEN.
Ahmed LAAOUEJ.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

In fine de l'article 12, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 21 mai 1996, les mots « à des activités culturelles, à la recherche scientifique, » sont insérés entre les mots « ou personnes pensionnées, » et les mots « ou d'autres œuvres analogues de bienfaisance. ».

Art. 3

L'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, dernièrement modifié par la loi du 27 décembre 2006, est complété par un 23^o, rédigé comme suit :

« 23^o les prix et les subsides visés à l'article 90, 2^o. ».

Art. 4

À l'article 104 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

A. *in limine* du 3^o, d), le membre de phrase « artistes à condition que les fonds soient affectés à la réalisation d'un projet artistique, selon les modalités

Artikel 9

Dit artikel regelt de inwerkingtreding van de wet.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 12, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 21 mei 1996, worden de woorden « voor culturele activiteiten, voor wetenschappelijk onderzoek » ingevoegd tussen de woorden « voor onderwijs, » en de woorden « voor het vestigen ».

Art. 3

Artikel 38, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij wet van 27 december 2006, wordt aangevuld met een 23^o, luidende :

« 23^o de prijzen en subsidies bedoeld in artikel 90, 2^o. ».

Art. 4

In artikel 104 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. in 3^o, d), worden tussen het woord « aan » en de woorden « culturele instellingen » de woorden « artiesten op voorwaarde dat de fondsen gebruikt

d'agrément à définir par le Roi et aux » est inséré entre le mot « aux » et les mots « institutions culturelles »;

B. il est inséré un 3^o*bis*, rédigé comme suit :

« 3^o*bis*. — les libéralités faites aux institutions visées à l'article 104, 3^o, a), b)a) et d), peuvent également être faites en nature »;

C. au 8^o les mots «, avec un maximum de 25 000 euros, » sont supprimés.

Art. 5

À l'article 171, 4^o, c), du même Code, les mots « les prix, subsides, » sont supprimés.

Art. 6

L'article 200 du même Code est complété par les alinéas suivants :

« Pour les libéralités visées aux articles 104, 3^o, a), b), d), et 104, 5^o, le pourcentage est fixé à 10 % avec un montant maximum de 1 000 000 euros.

Sont considérées comme des dépenses de mécénat, les libéralités visées à l'alinéa précédent dans la mesure où leur contrepartie n'excède pas 25 % du montant investi.

Les libéralités visées aux articles 104, 3^o, a), b), d), et 104, 5^o, qui ne peuvent être déduites des bénéfices de la période imposable conformément au § 1^{er} sont successivement déduites des revenus professionnels de chacune des cinq périodes imposables suivantes. Le Roi fixe les conditions d'application de cette disposition. »

Art. 7

L'article 44, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée est complété par :

« 14^o. les livraisons de biens et les prestations de services réalisée effectuées dans le cadre d'une dépense de mécénat visée à l'article 104, 3^o, a), b) et d) du CIR 1992. »

Art. 8

À l'article 58 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes :

worden voor de realisatie van een artistiek project, volgens de door de Koning te bepalen erkenningsvoorwaarden en »;

B. er wordt een 3^o*bis* ingevoegd, luidende :

« 3^o*bis*. — giften aan instellingen bedoeld in artikel 104, 3^o, a), b) en d) mogen ook in natura worden gedaan; »

C. in het 8^o vervallen de woorden « tot ten hoogste 25 000 euro ».

Art. 5

In artikel 171, 4^o, c), van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden « prijzen, subsidies, ».

Art. 6

Artikel 200 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de volgende leden :

« Voor de giften bedoeld in de artikelen 104, 3^o, a), b), d) en 104, 5^o, wordt het percentage vastgesteld op 10 %, met een maximum van 1 000 000 euro.

De giften bedoeld in het vorige lid worden beschouwd als uitgaven voor mecenaat voor zover de tegenprestatie ervoor niet hoger ligt dan 25 % van het geïnvesteerde bedrag.

De giften bedoeld in de artikelen 104, 3^o, a), b), d) en 104, 5^o, die niet kunnen worden afgetrokken van de winst voor het boekjaar overeenkomstig § 1, worden opeenvolgend afgetrokken van de beroepsinkomsten van elk van de vijf volgende boekjaren. De Koning bepaalt de toepassingsvoorwaarden van deze bepaling. »

Art. 7

Artikel 44, § 2, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wordt aangevuld als volgt :

« 14^o. de levering van goederen en diensten verricht in het kader van een uitgave voor mecenaat als bedoeld in artikel 104, 3^o, a), b), en d) van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. »

Art. 8

In artikel 58 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, les mots « en vertu du droit belge, public ou privé » sont supprimées;

B. au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, les mots « exercer leurs activités directement et exclusivement dans le domaine de la diffusion de la culture » sont remplacés par les mots « exercer leurs activités à titre principal dans le domaine de la réalisation et/ou de la diffusion et/ou de la promotion de la culture »;

C. au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, les mots « être subventionnées » sont remplacées par les mots « être reconnues »;

D. le § 7, abrogé par l'arrêté du 16 octobre 2000, est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 7. — Le ministre des Finances se prononce par arrêté royal pris individuellement sur chaque demande d'agrément. »

Art. 9

La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

16 mai 2012.

Olga ZRIHEN.
Ahmed LAAOUEJ.

A. in § 1, eerste lid, vervallen de woorden « krachtens het Belgisch publiekrecht of privaatrecht »;

B. in § 1, eerste lid, 3^o, worden de woorden « hun activiteiten rechtstreeks en uitsluitend verricht in het domein van de verspreiding van cultuur » vervangen door de woorden « hun activiteiten in hoofdzaak verrichten in het domein van de realisatie en/of verspreiding en/of bevordering van cultuur »;

C. in § 1, eerste lid, 4^o, worden de woorden « gesubsidieerd worden » vervangen door de woorden « erkend worden »;

D. § 7, opgeheven bij de wet van 16 oktober 2000, wordt hersteld in de volgende lezing :

« § 7. — De minister van Financiën spreekt zich bij individueel genomen koninklijk besluit uit over elke erkenningsaanvraag. »

Art. 9

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

16 mei 2012.